

Question 1 :

Quels sont les moyens déployés par la mairie sur le quartier en terme d'aide et d'appui au tissu associatif, associations culturelles, sportives ou autres (combien d'associations aidées et à quelle hauteur) ?

Je veux d'abord redire aux habitants, pris en otage par ces règlements de comptes liés au trafic de drogue, que nous ne les oublions pas.

Si la lutte contre les mafias qui gangrèment nos quartiers est une priorité, la réponse par la répression ne peut suffire.

Comme tous les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville (QPV), les Izards bénéficient de crédits d'accompagnement pour des projets associatifs, en direction des habitants. Au total, une enveloppe de 2,4 millions d'euros est destinée à ces quartiers chaque année.

En 2019, dans le cadre du Contrat de Ville, la mairie a financé 26 associations et 38 projets pour les seuls quartiers Nord de Toulouse (Izards – Trois Cocus – La Vache - Bourbaki-Négrenays), pour un montant de 235 000€, soit une dotation moyenne de 47,60€ par habitant. C'est plus que pour Empalot et la Reynerie, deux quartiers plus peuplés et avec davantage d'opérateurs associatifs.

Pour éviter que ces jeunes ne tombent dans la délinquance, il faut aussi s'assurer que le décrochage scolaire ne devienne pas systématique pour ceux qui sont en difficulté. C'est tout le sens de l'action de Toulouse Métropole, qui finance des dispositifs comme l'Insertion Emploi Jeunes ou la formation professionnelle.

Par ailleurs, nous agissons conjointement avec la CAF, la Préfecture et les bailleurs pour financer des appels à projets. Le dernier exemple est celui du « Bel été 2020 », déployé dans les QPV pour accompagner 10 structures et donc 10 projets.

Les opérateurs associatifs sont également soutenus financièrement au titre d'autres politiques publiques, comme la culture, l'enfance et loisirs, le sport et les solidarités par exemple.

Question 2 :

Il n'existe pas dans le quartier de salle, d'espace, type salle des fêtes, qui permettrait aux habitants de se retrouver pour parler, échanger, partager des moments de fête, de deuil ou autre. C'est un regret souvent exprimé par les habitant.es du quartier. Pourquoi ce manque ?

Ce que vous avancez est faux. La salle Renan a servi pour de nombreux évènements du quartier. Lors du dernier mandat, j'ai fait rénover cette salle pour la rendre encore plus agréable aux habitants et utilisateurs. Elle sera d'ailleurs utilisée en octobre prochain pour le festival Origines Contrôlées, du Tactikollectif. L'année dernière, cette association y a organisé plusieurs spectacles, notamment le concert du chanteur Aldebert.

Elle peut également accueillir des fêtes familiales privées, ce qui arrive régulièrement.

Toulouse est une ville où les habitants aiment se rencontrer, partager, discuter, ce qu'ils ont l'occasion de faire dans des structures comme le centre social Izards Borderouge, par exemple.

Je suis un maire lucide. J'ai bien conscience que certaines problématiques sont plus complexes. J'en veux pour preuve les demandes répétées de certaines associations du quartier qui souhaitent organiser des cérémonies religieuses dans des salles municipales, en cas de deuils notamment. S'il n'y a pas, à ce jour, de solutions adaptées, les expériences menées dans certains quartiers doivent nous permettre de dresser un bilan qui, nous l'espérons, nous permettra de répondre au mieux aux attentes.

Tout n'est pas parfait, nous en avons conscience. C'est un quartier que les services publics n'ont pas déserté, loin de là ! Il y a, dans le quartier, une médiathèque, un centre social, un centre d'animation, un espace jeunesse, la salle Renan. J'ajoute que les infrastructures sportives vont être largement réhabilitées, et que beaucoup d'autres projets vont voir le jour.

Dans le cadre du projet de quartier, nous allons poursuivre nos efforts en créant une structure d'accueil de loisirs qui couvrira l'ensemble du secteur Nord de Toulouse. Notre volonté est également de réimplanter, au cœur des Izards-3 Cocus, la Maison de Justice et du Droit, précédemment installée à Lalande.

Question 3 :

Autre question qui revient souvent dans les échanges avec les habitant.es: il y a eu 5 fusillades et trois morts en quatre semaines, pourquoi le maire ne s'est-il pas rendu sur place pour parler directement aux habitant.es et leur témoigner son soutien ? Ne

l'aurait-il pas fait si cela s'était passé aux Carmes ou au Busca ?

Au-delà, est souvent exprimé un sentiment "d'abandon" des pouvoirs locaux, sinon de leur d'absence d'intérêt pour le quartier. Que répondez-vous à cela ?

J'ai toujours fait part de mon soutien aux habitants du quartier et condamné fermement ces règlements de compte qui pourrissent la vie des Toulousains qui y vivent. Je rappelle également que Gaëtan Cognard, en charge de la politique de la ville, s'est rendu à ma demande sur place à plusieurs reprises pour rencontrer les forces vives du quartier d'avant cette période tendue.

Ces règlements de compte interviennent en réaction à des opérations de police importantes, qui mettent à mal le trafic. Celle du mois de juin, place des Faons, aux Izards, a été particulièrement efficace et je me réjouis de cette action de la police.

Pour autant, je me bats depuis des années pour obtenir des effectifs de police nationale supplémentaires. Lorsqu'il s'agit de règlements de compte ou de trafics de drogue, c'est à l'Etat d'intervenir. C'est ce que j'ai indiqué au Premier ministre, ainsi qu'aux ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Ces dernières années, nous avons agi dans les prérogatives qui sont les nôtres en multipliant par deux le nombre de policiers municipaux, en les armant, et en installant plus de 400 caméras dans les rues de notre ville. Il y en aura 100 de plus d'ici 2026.

Dans notre combat pour la sécurité, la Mairie a un rôle essentiel de proximité et de prévention. Notre volonté est de rapprocher les habitants de leur Police municipale par des moyens concrets et efficaces. Nous voulons notamment doubler les patrouilles dans l'espace public et créer, au sein de la Police municipale, une unité spéciale chargée de pacifier et de sécuriser les places et rues particulièrement touchées par la délinquance.

Concernant les règlements de compte et les trafics, j'ai demandé au ministre Gérard DARMANIN de continuer les opérations de démantèlement des réseaux de trafiquants, et il m'a répondu positivement.

A travers notre projet pour transformer le quartier et nos actions de soutien dont je parlais tout à l'heure, c'est tout le contraire d'un « abandon ». Quant aux quartiers des Carmes et du Busca, pour répondre à la question caricaturale que vous me posez, ce sont des quartiers où la collectivité investit moins qu'aux Izards.

Question 4 :

***Vous avez multiplié les interventions dans les médias pour dire votre volonté, face à cette situation, de voir les effectifs de police et de magistrats se renforcer à Toulouse. Deux questions :
Qu'avez-vous concrètement obtenu à ce jour sur ce terrain, quelles promesses, quelles échéances, quelles garanties ?***

Lors de ma récente rencontre avec le Premier ministre, j'ai eu l'occasion de lui rappeler qu'il manque aujourd'hui entre 150 et 200 policiers nationaux dans notre ville.

A Paris, il y a incontestablement un problème de perception de la situation toulousaine.

C'est ce que j'ai indiqué au chef du Gouvernement et aux ministres de l'Intérieur et de la Justice lors de mes entrevues récentes avec eux.

Dans l'immédiat, j'ai demandé à Gérald Darmanin que la police nationale puisse continuer ses actions de démantèlement des réseaux de drogue. J'ai également obtenu l'accord du ministre de l'Intérieur pour un rattrapage pluriannuel des effectifs, à compter de 2021. Toulouse sera par ailleurs retenue pour expérimenter, d'ici un an, la réforme de la Police municipale, annoncée par le gouvernement. L'objectif est d'accorder plus de pouvoirs aux agents municipaux, en leur permettant par exemple d'effectuer des contrôles d'identité et des interpellations, ou encore de pouvoir partager plus facilement des informations avec la Police nationale.

Eric Dupond-Moretti a quant à lui donné son accord pour se pencher sur le dossier des moyens de la justice toulousaine, dans la lignée du renforcement en cours, enclenché à ma demande par Nicole Belloubet il y a un an et demi. Le Garde des Sceaux a confirmé vouloir aller plus loin dans la coopération entre la justice toulousaine et la collectivité. L'idée serait de pouvoir rappeler à l'ordre les jeunes tentés par la délinquance, de développer les TIG (travaux d'intérêt général) en direction des jeunes primo-délinquants et de lutter plus fortement encore contre les violences intra-conjugales.

Le ministre de l'Intérieur participera à une réunion de travail, ici-même, à Toulouse, avec le Préfet en octobre. Celui de la Justice devrait nous rendre visite dans le même but avant la fin de l'année.

L'Etat, au plus haut niveau, à l'issue de ces prises de contact, est donc décidé à investir davantage sur Toulouse pour la tranquillité des Toulousains.

Question 5 :

La réponse policière est-elle suffisante pour un quartier figurant parmi les plus fragiles de la ville avec notamment un taux de chômage de 27 % supérieur de 9 points à la moyenne de la ville et un taux de pauvreté très élevé ? N'y a-t-il pas aussi une réponse sociale à construire ? Si oui, que mettez-vous en œuvre dans ce sens?

Bien évidemment, les événements des dernières semaines exigent une réponse sécuritaire forte, en particulier de l'Etat. Nous savons que les raisons à ces violences répétées sont multiples. Dans ces quartiers où le chômage frappe très fort, la délinquance financière est importante. Si l'on y ajoute le développement – en conséquence – d'une économie parallèle et illégale, ainsi qu'une démographie en constante augmentation depuis 20 ans, on obtient un accroissement des violences.

L'objectif est donc, outre le fait d'agir sur l'aspect sécuritaire, de tenter de résorber ces difficultés par des actions sociales efficaces et ciblées. C'est le cas, depuis plusieurs années déjà. Mais cela ne suffit pas et l'actualité, malheureusement, nous le rappelle.

Sur le court terme, le plus important est de conforter le soutien aux structures qui interviennent auprès des familles et des jeunes : ce sont elles qui, sur le terrain, sont véritablement au contact des problématiques rencontrées par les habitants. Concrètement, la Mission Accueil Jeunes et le Club de Prévention (dont nous prévoyons de revoir les modalités d'intervention dans l'espace public) sont particulièrement mobilisés.

Le maintien des animations qui portent la vie locale est aussi un élément clé pour continuer à faire vivre ce quartier : il faut que les espaces publics soient occupés par les habitants, pour favoriser la convivialité et valoriser les atouts de ce quartier.

Sur le moyen/long terme, le programme de renouvellement urbain, après une longue phase de démolition, va entrer dans une phase de reconstruction. Sa réalisation change et va encore changer la physionomie du quartier, dans le sens d'une amélioration du cadre de vie (qualité des logements, sobriété énergétique, espaces publics rénovés) des habitants, et à leur bénéfice. En attendant, concernant le patrimoine bâti actuel, je souhaite que les services et les bailleurs soient plus à l'écoute et réactifs pour traiter plus efficacement les problèmes rencontrés par les habitants en matière de logement.

Enfin, concernant l'activité sportive, essentielle pour son aspect éducatif, je souhaite mettre à la portée des riverains et des familles des partenaires sérieux, offrant des activités de qualité pour nos jeunes. Là encore, les associations jouent un rôle déterminant dans la politique sociale qui est la nôtre.

Question 6 :

Quel bilan d'étape peut-il être fait à ce jour du programme de renouvellement urbain au regard, notamment, des objectifs fixés dans le « protocole de préfiguration », signé de en 2016 ? Pour les Izards, alors placés en "quartier d'intérêt régional", il y était mentionné, entre autre, qu'il s'agissait, à l'horizon 2030, "pacifier les espaces publics/collectifs et changer l'image du quartier ».

Nous voulons que chaque Toulousain se sente bien chez lui, dans son quartier. L'inscription des Izards dans la contractualisation avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine est une étape importante à l'amélioration du cadre de vie. Je m'étais battu pour cela auprès du Gouvernement d'alors après mon élection en 2014. Elle doit également permettre au quartier d'être plus attractif, et donc d'attirer de nouveaux habitants. Je crois fortement en une mixité équilibrée pour Toulouse, où chacun trouve à réaliser son projet de vie. C'est cela, le vivre-ensemble !

Le projet de renouvellement urbain, tel que la métropole le conduit, est d'abord le fruit d'un long processus de concertation. C'est un peu le prix à payer pour arrêter un projet de qualité et qui réponde aux attentes des Toulousains. Aujourd'hui, celui-ci est largement entamé et les habitants constatent chaque jour la transformation de leur quartier : démolition de résidences obsolètes, reconstructions de nouveaux bâtiments aux logements diversifiés, requalification des espaces publics, localisation des équipements (Accueil jeunes et Réussite éducatives), inscription du projet d'agriculture urbaine dans le projet alimentaire de la métropole ...

Et comme nous voulons faire de chaque quartier un lieu de vie, il faut aussi toutes les commodités. D'où le développement d'une activité de maraichage en pied d'immeubles ou encore d'une nouvelle centralité commerciale.

Ces améliorations s'inscrivent dans le temps long. Nous connaissons d'ailleurs les prochaines étapes de ce projet avec la création d'un restaurant senior et d'un équipement petite enfance sur le site de la Cité blanche, le désenclavement du quartier vers la route de Launaguet , l'implantation de la Maison de Justice et du Droit en pied d'immeuble, la réhabilitation des infrastructures sportives de Rigal, ou encore la création d'un accueil de loisirs structurant à l'échelle du Nord toulousain.

Nous veillons à ce que la transformation urbaine du quartier s'articule avec des actions de développement social, en discussion avec les habitants, toujours dans le but d'améliorer la qualité de vie dans le quartier.

